

ZOOM

N° 52
Mars 2022



A propos d'addiction en région lausannoise et dans le canton de Vaud

Le dernier ZOOM

«ZOOM, c'est une série de vues, gros plans et plans d'ensemble sur l'action en matière de toxicomanie dans la région lausannoise. Vous en êtes les acteurs, impliqués à des titres divers», ainsi commençait l'édito du premier ZOOM en mai 1996.

Pour le cinquante-deuxième et dernier numéro de ZOOM, nous vous proposons **quelques réflexions sur le dispositif lausannois des 20 dernières années** par le biais d'une rétrospective des problématiques abordées par les ZOOMs. Nous vous

restituons également le contenu d'une journée de réflexion sur l'évolution et l'avenir des dispositifs addictions et précarité du Service Social Lausanne.

Dans la rubrique *Parole à...*, M^{me} Émilie Moeschler, actuelle conseillère municipale en charge des sports et de la cohé-

sion sociale à Lausanne, et son prédécesseur, M. Oscar Tosato, partageront leurs points de vue sur le dispositif et son évolution. L'équipe de REL'IER remercie la ville de Lausanne pour son soutien financier qui a permis la parution de ZOOM pendant presque 25 ans. Nous remercions également M. Favini, graphiste, qui a mis en page tous les numéros de ZOOM. Finalement, nous tenons à remercier nos lectrices et lecteurs pour le soutien et l'intérêt apporté à ZOOM.



Depuis 1996, **52 numéros parus.**

Un tirage de **2900 exemplaires papier**, dont 2500 sont envoyés à un lectorat varié : personnes privées, professionnelles de la santé spécialistes des addictions ou généralistes, hôpitaux, services cantonaux, CMS, police, institutions sociales vaudoises du domaine des addictions ou non, centres de formation...

Un fichier de près de **200 adresses** pour la version électronique, qui diffuse ZOOM notamment auprès d'élèves et des administrations communales...

Rétrospective des thèmes traités dans ZOOM

Sans surprise, les sujets les plus fréquemment traités par ZOOM concernent le **réseau psychosocial et les institutions ou projets sur le territoire de la Ville de Lausanne ou de sa région**. Le dispositif social lausannois d'aide aux plus démunies est composé de multiples acteurs, actifs dans des domaines différents et complémentaires qui s'adressent à un public en situation de grande précarité. Dans une volonté d'informer et de renforcer le tra-

vail en réseau, ZOOM a présenté les institutions et projets suivants : *Institutions de Réduction des Risques, DSB, Collaboration avec la police, Référents communaux, CIAO, Uniset, Pourquoi et comment engager un TSP?, SPort'ouverte, Prévention en milieu festif, Psychoactiv.ch, NightLife Vaud, DCIST, Festival La Belle Nuit, Espace de consommation sécurisée à Lausanne, Site Addiction-Vaud, etc.* Les questions en lien avec la **politique**

drogue (révisions de la loi sur les stupéfiants) et les problématiques sociales plus générales ont également été régulièrement traitées dans ZOOM ces 20 dernières années. On peut mentionner notamment, *Poids des dettes à la réinsertion, Société addictogène, Intervention précoce, Harcèlement, Politique en matière de toxicomanie, Travail social de proximité, Politique drogue dans les communes, Révision de la loi sur les* →



→ *stupéfiants, Renforcer la Réduction des Risques, etc.*
 Dans les années 2000, la **prise en charge et l'accompagnement des personnes dépendantes se sont développés et complexifiés**; la personne concernée est au centre d'une approche biopsychosociale qui est aujourd'hui largement partagée par les professionnelles du domaine des addictions. La personne qui

consomme est davantage considérée et reconnue comme une partenaire légitime dans la compréhension des problématiques d'addiction. Par ailleurs, la prise en compte du genre et de ses spécificités, ainsi que l'importance du contexte culturel de la personne apparaissent comme des éléments primordiaux dans les prises en charge. ZOOM a soutenu et mis en évidence la pertinence de ces changements

en abordant des thèmes comme *Parents et proches de personnes dépendantes, Femmes toxicodépendantes, Mallette genre, Parole aux usagers de drogues, Place des marginaux dans la ville, Dépendance des hommes, Femmes en marge: un genre à part, Radio FMR, etc.*
 Depuis une vingtaine d'années, la question du logement, de son absence, de sa précarité et de l'importance d'un toit

pour les personnes en situation de précarité et dépendantes, sont des préoccupations majeures et récurrentes des professionnelles du domaine du social et des addictions en particulier. La thématique du logement est vraisemblablement celle qui a connu les plus grands développements ces dernières années. Les projets de housing first et de logements accompagnés se sont étendus à Lausanne

et dans le canton. Cette question a été traitée dans ZOOM à plusieurs reprises: *De l'hébergement d'urgence au bail à loyer, Précarité du logement, Un logement pour tous, etc.*
 Au fil des ans, ZOOM s'est également intéressé aux questions en lien avec la santé, en particulier l'hépatite C qui est une maladie touchant de nombreuses personnes qui consomment des substances psy-

choactives, ou encore en apportant un intérêt particulier sur certaines substances, connues ou nouvelles, ou en abordant la question des addictions sans substances. Par exemple, *L'hépatite C: une maladie silencieuse, Prescription médicale d'hépatite, Remise et échange de matériel d'injection, Jeu excessif: du plaisir à la maladie, Drogues de synthèse: une prévention à renforcer, Santé en milieu carcéral, etc.*

Précarité et addictions à Lausanne

Images d'aujourd'hui et perspectives de demain

La rencontre de plusieurs mouvements a offert l'opportunité de s'intéresser à deux sujets intimement liés que sont les addictions et la précarité. La dernière édition de ZOOM sous le format papier que vous connaissez se trouve en synchronicité avec des événements particuliers: le développement de nouveaux projets en lien avec le cannabis et l'accueil des femmes en situation d'itinérance, la fin de l'essai pilote de l'Espace de Consommation Sécurisé (ECS) et la mise en place de mesures exceptionnelles liées à la crise Covid, dont l'accueil de nuit le Répit est un exemple. Enfin, cette année marque un tournant, car elle a vu le départ à la retraite de M. Oscar Tosato, conseiller municipal en charge des sports et de la cohésion sociale. Il a soutenu et permis le développement des différents projets en lien avec les addictions et la précarité pendant les 20 années durant lesquelles il était en fonction. Il est temps maintenant d'accueillir sa successeuse M^{me} Emilie Moeschler, qui vient également du terrain.

L'ensemble des réflexions sur l'évolution des dispositifs et les perspectives de demain se sont concrétisées lors d'un événement. C'était le 29 juin 2021 au Casino de Montbenon, une matinée de réflexion était organisée par la Ville de Lausanne en collaboration avec REL'IER. Les paragraphes qui suivent vous permettront d'en dégager les éléments principaux.

Dispositif aide sociale d'urgence: évolution, enjeux et illustration

Selon M^{me} Eliane Belser, responsable du dispositif aide sociale d'urgence à la Ville de Lausanne, «le dispositif [...] démontre la faculté d'adaptation de Lausanne aux défis du sans-abrisme et notamment de la crise sanitaire». Eliane Belser souligne l'importance des partenariats et notamment l'engagement, ainsi que la détermination des élues politiques à tous les niveaux. La souplesse du dispositif et sa proactivité passent par la compréhension, la collaboration et le partenariat avec les associations, les personnes du terrain et les bénéficiaires. La recherche dans ce domaine produit des données qui nourrissent les pouvoirs politiques et facilitent leurs prises de décisions.

Pour illustrer la faculté d'adaptation du dispositif, voici quelques exemples. Depuis 2008, le nombre de nuitées en hébergement d'urgence a pratiquement triplé, alors que le nombre de refus aux entrées a diminué (proche de zéro en période hivernale). La période de la pandémie de Coronavirus s'est accompagnée d'un accroissement du nombre de places dans les lieux d'accueil de nuit, d'un lieu dédié à l'accueil des personnes consommatrices et d'un accueil pour les sans-abri malades du Covid-19.

Eliane Belser relève les défis principaux pour les prochaines années, à savoir, la recherche de solutions de logement ou de relogement, la consommation dans les lieux d'accueil de nuit, l'accueil des femmes, l'aide alimentaire et sa coordination, le soutien des personnes avec statuts précaires présentes depuis longtemps sur le territoire.

Répit, accueil de nuit de la Fondation Mère Sofia

Fruit de différents constats que sont le manque de places pour les sans-abri dans les lieux d'hébergements d'urgence et la difficulté pour certaines personnes de se rendre au bureau des réservations, l'accueil de nuit le Répit a été créé en 2012. Depuis, grâce au partenariat de la Ville, le Répit a connu plusieurs itérations avec la volonté de son directeur général Yan Desarzens de proposer un accès inconditionnel et gratuit pour tout le monde. En 2020, avec le défi imposé par la pandémie, le Répit a pu ouvrir au Gymnase du Bugnon avec le secours de la Protection Civile. Enfin, en 2021 ce sont les halles de Beaulieu qui ont accueilli la structure. Entre 2012 et 2021, l'évolution du Répit est saisissante: d'une surface de 120 m² à 3200 m², de tapis de yoga à des chambres de 10 places avec des douches et des toilettes en suffisance. De surcroît, de nouvelles prestations ont pu être proposées, dont le dépannage pour l'échange de matériel d'injection grâce à des partenariats avec le Canton et la Fondation ABS. Enfin, une collaboration spéciale avec la Police a permis de suppléer les outils des travailleurs sociaux pour accueillir jusqu'à 170 personnes par nuit dans le respect du repos de tout le monde.

Dispositif addiction: évolution, enjeux et illustration

«Les consommations de substances peuvent engendrer des problèmes auxquels les villes doivent faire face», rappelle M^{me} Aline Bernhardt Keller, responsable du dispositif addiction. Elle évoque l'impératif de trouver des solutions qui soient acceptables pour toute la population. Elle explique comment la politique des 4 piliers a pu se développer grâce à des fers de lance comme M^{me} Emilie Lieberherr, cheffe du dicastère des affaires sociales, première conseillère municipale de Zürich et pionnière du droit des femmes et de la protection des consommatrices et consommateurs. M^{me} Lieberherr a beaucoup milité pour la remise de prescription d'héroïne médicale. Elle a su se faire entendre des autorités fédérales.

A Lausanne, Aline Bernhardt Keller rappelle qu'il a fallu plus de 15 ans pour ouvrir l'Espace de Consommation Sécurisé, grâce au courage d'Oscar Tosato, accompagné des membres du Service Social Lausanne, de la Fondation ABS et d'autres partenaires. Pendant ce temps, de nouvelles prestations ont vu le jour, comme la Terrasse. Oscar Tosato a su écouter le terrain et se coordonner d'une manière efficace avec le Canton pour apporter les réponses les plus pragmatiques permettant d'ancrer des prestations.

Pour l'avenir, Aline Bernhardt Keller souhaite l'expérimentation d'autres formes de réglementation pour diminuer les effets les plus délétères des consommations. Selon elle, il faut développer une politique drogue basée sur les droits humains et la santé publique car «un marché noir non régulé ou un marché légal peu régulé entraînent des coûts sociaux et sanitaires très importants». M^{me} Bernhardt Keller insiste sur le rôle des villes et de leurs partenaires, qui doivent développer des objectifs communs et optimiser leurs collaborations afin de réfléchir à comment mieux protéger les personnes. Enfin, elle porte l'attention sur la nécessité de développer la place des paires consommatrices et consommateurs, car elles et ils apportent une réelle plus-value au dispositif.

Espace de Consommation Sécurisé (ECS) de la Fondation ABS

Le mois d'octobre 2021 marque la fin des trois ans du projet pilote de l'Espace de Consommation Sécurisé géré par la Fondation ABS. M. Matthieu Rouèche, directeur de la Fondation ABS, l'a mis en perspective en invoquant trois dates importantes. 1986, ouverture du premier ECS à Berne. Cette date rappelle que la Suisse est un pays pionnier en matière de Réduction des Risques et de politique drogue. 1999, l'ouverture du Passage par ce qui était l'Association ABS. Il s'agissait des premiers pas de Lausanne dans la mise en place du dispositif en matière d'addiction. Ce lieu a été construit pour et avec les personnes consommant des drogues. L'année 2018 montre un engagement fort des politiques, des acteurs de la Réduction des Risques et des usageres avec l'ouverture de l'ECS. Selon M. Rouèche, ce projet s'inscrit naturellement dans un dispositif addiction existant. Il le complète et amène «une plus-value en matière d'hygiène de consommation, de travail sur le moment et l'environnement de la consommation. Ce dernier est propre et sécurisant, loin des lieux insalubres. La consommation se réalise avec du temps, de manière apaisée et accompagnée par des professionnelles». Le projet a été construit avec l'ensemble du réseau, animé beaucoup d'acteurs, et aussi les consommateur-rices pour évoluer en intégrant leurs besoins. Ce projet évoluera encore pour s'adapter à l'évolution des consommations en tâchant de toujours garantir le maximum de sécurité dans les pratiques des consommateur-rices tout en visant leur dignité.

Projet pilote cannabis à Lausanne: contexte et agenda

Genève et Lausanne sont les deux villes romandes à travailler sur la proposition d'un projet pilote de consommation de cannabis. L'aboutissement de ces types de projets s'appuie sur une connaissance de cette substance, une compréhension historique et sur son usage dans la population, comme l'a démontré M. Frank Zobel, Directeur adjoint d'Addiction Suisse. La présentation de ce contexte a permis de montrer l'évolution des politiques qui ont donné naissance en Suisse à des projets pragmatiques portés par les villes et les cantons. En effet, les centres urbains, confrontés aux aspects concrets de la consommation de cannabis, ont exprimé la volonté de mener des essais pilotes de vente de cannabis au niveau local pour ré-

pondre au statu quo fédéral. Selon Frank Zobel, les principaux enjeux à venir et les prochaines étapes sont les suivantes: concevoir un modèle de vente du cannabis (structure, locaux, sécurité, financement, approvisionnement); concevoir, en collaboration avec les autres villes, l'étude permettant de mesurer l'impact d'un accès légal au cannabis sur les comportements et la santé des participantes, et sur le marché noir; développer des interventions qui permettront de réduire les risques liés à la consommation de cannabis et d'intervenir auprès des personnes qui ont des problèmes.

Le recrutement des participantes devrait débuter en 2022 et le premier essai en automne 2022. Pour avoir du recul et un projet pertinent, il serait souhaitable que la phase pilote dure de 3 à 5 ans et puisse intégrer jusqu'à 5'000 personnes en fonction des ressources à disposition.

Comment tenir compte des spécificités liées aux femmes dans l'accès aux institutions?

M^{me} Patricia Fontannaz, travailleuse sociale hors murs à Rel'aids, explique comment les femmes vivant en rue sont dans une forme d'itinérance et développent des stratégies pour rester invisibles. Ces femmes «nous invitent à co-construire des perspectives d'avenir et d'accompagnement qui les prendraient en considération» dit Patricia Fontannaz. Elle revient sur la naissance d'un projet initié par Renens qui a imaginé un hébergement d'urgence réservé aux femmes par le développement d'une démarche communautaire. Selon Patricia Fontannaz, cette démarche permet de révéler les expériences des femmes et surtout de les transformer en savoir, de se mettre en position de réciprocité et d'envisager «ensemble» dans un espace de coopération. Les femmes en itinérance valorisent les espaces informels, car elles ont besoin d'intimité et de protection. M^{me} Karine Clerc, municipale à Renens, responsable de la Direction Enfance-Cohésion sociale, rappelle que les rapports de domination se reproduisent toujours. Selon elle, «oser la non mixité dans certains espaces permet de transformer nos intentions en actes».

Pour les Lionnes, femmes membres du projet, il est important d'y participer parce qu'il leur apporte «une certaine valeur et une certaine fierté». Une Lionne précise «j'espère pour la suite que ça aidera aussi les femmes qui pourront accéder à cette maison». Une autre Lionne a rejoint le projet, car elle a connu la précarité et elle estime qu'il y a peu d'évolution sur

le terrain et que les problématiques sont toujours les mêmes. Elle ajoute que «ces femmes ont de réels besoins qui doivent être pris en compte sans tarder». Actuellement, les femmes ne se sentent pas en sécurité dans les structures à bas seuil d'accès. Elles ne peuvent pas non plus se résoudre à l'alternative qui consiste à accepter la générosité souvent malintentionnée de certaines personnes. Les Lionnes souhaitent la création d'un endroit pour se recueillir, dans lequel il est possible de se confier et se poser, afin d'accompagner les femmes dans leur nouveau départ. Les Lionnes souhaitent valoriser le travail de paires, qu'il se perpétue et qu'il puisse faire émerger d'autres projets. Patricia Fontannaz souligne que les femmes ont besoin «de participer au développement des politiques sociales, de participer à l'évolution des problématiques et que leurs savoirs expérientiels soient pris en compte».

M^{me} Agnès Wahli, directrice de la Marlotte, hébergement d'urgence à Lausanne, souligne l'esprit d'innovation de ce projet et montre son enthousiasme quant à la réflexion sur des «hébergements différenciés et qui permettent de répondre au mieux aux besoins spécifiques et en particulier des femmes et des enfants qui les accompagnent». M. Pierre Battut, responsable de SP'ort'ouverte, association qui propose des activités physiques aux personnes en situation de précarité et d'addiction, a mené la réflexion dans sa structure pour savoir pourquoi les femmes sont peu ou pas présentes dans le cadre de leurs activités. L'association a mis en lumière la nécessité d'être rassuré dans le cadre de l'activité, d'avoir un cadre dans lequel les femmes se sentent à l'aise et accueillies. SP'ort'ouverte a repensé l'intégralité de l'accueil pour les femmes, mais aussi pour l'ensemble de leurs bénéficiaires. Les effets se sont ressentis sur l'accueil et sur l'accès aux activités. SP'ort'ouverte s'est adaptée afin de rendre accessibles ses activités au plus grand nombre, en insistant sur la communication auprès du public et des partenaires. Pour Pierre Battut, il est important de «travailler sur la notion d'accessibilité pour permettre aux femmes d'être présentes» et de proposer un encadrement plus soutenu. Il souligne la nécessité de la présence féminine dans les équipes, car «elle est importante dans le message que cela peut traduire auprès des femmes». M^{me} Silvia Pongelli, directrice de Fleur de Pavé, association qui soutient les travailleuses et travailleurs du sexe, explique que rendre visible l'invisible fait partie de leur quotidien, ainsi que reconnaître la

→ personne qui a sa place tout à fait légitime dans notre société, avec ses forces et aussi ses faiblesses et l'accompagner dans la direction qu'elle souhaite. Silvia Pongelli observe que «un des obstacles qui peut entraver les femmes qui vont vers les autres structures c'est aussi le poids de la stigmatisation». Fleur de Pavé travaille pour déstigmatiser une réalité

qui est le travail du sexe. A l'inverse de ce qui a été énoncé plus tôt, Fleur de Pavé a fait le pari de la mixité, alors que l'association est constituée historiquement pour les femmes avec un comité de femmes et une équipe de femmes. Silvia Pongelli pense que «toutes les personnes sont concernées par cette thématique et qu'il faut proposer des espaces où les

personnes se sentent en sécurité. Si l'espace non mixte peut garantir ça, c'est tant mieux». Par cette démarche, la volonté de M^{me} Pongelli était de travailler sur la relation que les femmes ont avec les hommes dans le milieu de la prostitution et de proposer la possibilité de construire des relations saines et dans le respect aussi avec des hommes.

Parole à... Émilie Moeschler et Oscar Tosato

Pour clore ce numéro spécial, la nouvelle conseillère municipale en charge des sports et de la cohésion sociale, Émilie Moeschler (EM), et son prédécesseur, Oscar Tosato (OT), croisent leurs regards sur la politique menée par la ville en matière d'addiction.

Tour d'abord, M. Tosato, quelles ont été les grandes évolutions de la politique de la Ville en matière d'addiction ces dix dernières années ?

OT: Il y en a eu deux. La première c'est une approche plus pragmatique de la Ville en repartant des consommatrices et consommateurs de produits stupéfiants. Elles et ils sont le point central et commun à toutes les problématiques qui gravitent autour de la thématique des addictions (consommation dans l'espace public, conditions d'hygiène, santé, etc.). L'approche que nous avons choisie est ancrée dans la réalité du terrain et les solutions sont concrètes et construites avec l'ensemble des partenaires du dispositif. L'autre évolution que j'ai constatée, c'est le regard que portent la société et le monde politique sur cette problématique. Développer des structures et mettre en place des solutions qui visent à la réduction des risques ne sont plus remises en question sur le fond... c'est le coût et parfois leur efficacité qui peuvent encore faire débat.

Quelles sont ces solutions concrètes ?

OT: La plus visible est très certainement l'Espace de consommation sécurisé, ouvert en octobre 2018. Je suis très fier d'avoir pu mener à bien ce projet. Il a permis à Lausanne de rattraper en partie son retard dans ce domaine par rapport à d'autres villes comme Berne, Zurich ou Genève. Cela a été un long chemin après le refus en votation populaire d'un premier projet, sous la forme d'un « bistrot social ». Il a fallu dépasser ce résultat négatif et proposer une nouvelle solution qui puisse convenir à la majorité de la population. A côté de cela, nous avons développé avec le Répit, un dispositif qui répond aux besoins de celles et ceux qui consomment leur produit dans la rue, la nuit. Il offre depuis 2018 un accueil de nuit inconditionnel, sans réservation.

Enfin, nous avons également travaillé sur les conséquences visibles de la consommation à la Riponne. Nous soutenons SYSTM, une association de pairs qui intervient chaque matin pour ramasser les déchets de consommation dans les wc du centre-ville et les alentours de la place de la Riponne. Cette action permet de sensibiliser et responsabiliser les consommatrices et consommateurs. En effet, si

elles et ils ont des droits, il faut également leur rappeler qu'elles et ils ont des devoirs envers les autres usagères et usagers de l'espace public.

Quel est le rôle d'une ville dans la réduction des risques ?

EM: La Ville est l'échelon public qui vit au plus près de la population, de ses besoins et qui voit émerger de nouvelles problématiques que ce soit en matière de mobilité, le logement, la précarité, comme en matière d'addictions. C'est aussi les autorités communales qui sont les plus agiles et qui peuvent répondre rapidement et adapter leurs prestations, en particulier envers les populations les plus vulnérables. Nous expérimentons, testons des solutions dont certaines deviendront pérennes grâce à des financements cantonaux, voir fédéraux. C'est comme cela que s'est construite la politique suisse en matière d'addiction, en commençant par les villes et leurs partenaires associatifs. J'aimerais ici relever l'excellente collaboration que nous avons avec le canton. Nous travaillons main dans la main sur les projets en évolution comme l'Espace de Consommation Sécurisé ou encore la coordination et le financement du dispositif lausannois en matière d'addictions.

Quelles vont être vos principaux axes en matière de réduction des risques ?

EM: La société change en permanence et les solutions d'aujourd'hui devront être complétées et adaptées demain. Nous devons donc, avec nos partenaires, sans cesse faire évoluer notre dispositif pour qu'il réponde au plus près des besoins des personnes concernées par les addictions, mais aussi aux attentes de toutes les usagères et tous les usagers de l'espace public qui peuvent être gêné-e-s par les conséquences de la consommation.

Nous devons continuer et renforcer la place de toutes les parties et en particulier les consommatrices et consommateurs dans l'élaboration de nos solutions. Elles et ils ont des ressources encore trop peu sollicitées jusqu'à présent.

Plus concrètement, nous allons travailler sur deux projets. Le premier porte sur la pérennisation de l'Espace de Consommation Sécurisé. Au printemps, nous publierons les résultats finaux de l'évaluation menée par Unisanté sur ce projet pilote. Outre le bilan, nous présenterons les pistes d'évolution de ce dispositif. Le second projet important que nous allons lancer en 2022 concerne le marché du cannabis. Selon la dernière étude menée par Addiction Suisse, Unisanté et le CHUV sur la structure et les produits du marché des stupéfiants (MARSTUP), il y aurait dans le canton de Vaud entre 25'000 et 35'000 consommatrices et consommateurs de cannabis, dont 5'000 à 7'000 quotidiens. Nous faisons partie, à côté de Zurich, Bâle ou Berne, des villes qui lancent des projets pilotes dans ce domaine. Le projet lausannois, prévoit de tester un modèle qui s'adressera à un large panel de consommatrices et consommateurs de cannabis. L'un de ses objectifs visera à comprendre l'impact d'un modèle de vente à but non-lucratif sur la consommation, l'état de santé et la situation sociale des participant-e-s ainsi que sur la sécurité et le marché noir. Il est primordial que les municipalités puissent développer dans ce domaine une politique forte et en lien avec la réalité qu'elles vivent chaque jour. En mettant en œuvre de telles solutions nous contribuons non seulement à diminuer les risques liés à la consommation de produits psychotropes, comme à combattre les préjugés et les stigmatisations dont sont victimes les consommatrices et consommateurs.

Information

- Regardez les présentations et moments importants de la matinée **Précarité et addictions à Lausanne** sur cette adresse <https://youtu.be/HwqXWA-BWyo>
- Découvrez la nouvelle version du répertoire des ressources vaudoises en matière d'information, de prévention et de traitement des addictions, qui s'appelle désormais simplement **Répertoire Ressources Addictions et Précarité**. Notre nouvelle base de données, forte de plus de 230 adresses, est désormais en ligne à l'adresse <https://relier-repertoire.relais.ch>, ainsi que sur notre site internet <https://relier.relais.ch>
- A l'avenir, vous pourrez toujours lire nos **publications ZOOM** sur notre site internet <https://relier.relais.ch>

